

CRISE MIGRATOIRE

L'UE accuse la Biélorussie de jouer avec la vie des migrants

Vingt pays, dont la Russie, ont été placés « sous surveillance » pour leur rôle dans l'afflux de réfugiés

BRUXELLES - bureau européen

Jusqu'à présent, l'Union européenne (UE) ne rangeait pas la migration dans la catégorie des « attaques hybrides » auxquelles elle aurait à faire face, même si la Turquie de Recep Tayyip Erdogan avait cessé plusieurs fois l'idée de s'en servir comme d'un outil de pression politique. Les Vingt-Sept avaient aussi hésité à durcir leur politique de sanctions à l'égard du régime biélorusse, craignant d'isoler un peu plus la population de ce pays aspirant à la démocratie. Certains États membres, dont l'Autriche, entendaient aussi préserver leurs intérêts dans le pays.

Finalement, une proposition déposée, dès septembre, par la Commission a été entérinée, mardi 9 novembre. Elle vise à suspendre la délivrance de visas à des fonctionnaires, des hauts magistrats et des délégations officielles biélorusses.

Une mesure « symbolique mais un peu dérisoire », convient un haut responsable du Conseil au regard de l'afflux de migrants aux frontières polonaises et de l'instrumentalisation, par le régime de Minsk, du sort de ces centaines de personnes désireuses de rejoindre le territoire de l'Union, par

la Pologne, mais aussi par la Lituanie et la Lettonie. Lundi, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, invitait d'ailleurs les États membres à adopter le nouveau train de sanctions après celles qui, en mai, avaient visé le régime d'Alexandre Loukachenko à la suite du détournement d'un avion de ligne qui lui avait permis d'arrêter l'opposant Roman Protasevitch et son amie, Sofia Sapega.

« Sans scrupule »
Les liaisons aériennes avaient été suspendues, mais la Commission propose aujourd'hui à ce que les compagnies aériennes de pays tiers qui participent à l'acheminement vers la Biélorussie de demandeurs d'asile, essentielle- ment originaires du Moyen-Orient, soient également sanctionnées. En mai, un embargo sur les armes, les opérations financières et le transfert de technologies de surveillance avait été décrété et des secteurs-clés de l'économie biélorusse visés (potasse, tabac, produits pétroliers raffinés).

Les ministres des affaires étrangères, réunis à Bruxelles lundi 15 novembre, devront s'interroger sur l'efficacité réelle de ces mesures avant d'en décider de nouvelles, qui devraient viser une



Des migrants, à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, près de Grodno (Biélorussie), le 8 novembre.
LEONID SHECHELOVAP

traintaine d'entités et de personnalités, dont le ministre des affaires étrangères, Vladimir Makeï.

Les décisions antérieures n'ont visiblement pas influencé le régime et personne ne semble envisager d'aller jusqu'à une rupture complète des relations avec Minsk. Pas plus, étant donné notamment la crise énergétique en cours, qu'à suspendre ou à abandonner le projet de gazoduc Nord Stream 2, ce qui pénaliserait la Russie, principal soutien de M. Loukachenko. Fort de l'appui de Moscou, le dirigeant biélorusse, qui s'est encore entretenu mardi avec Vladimir Poutine, continue de nier toute responsabilité dans le drame humain qui se déroule à la frontière polonaise.

Mardi, l'UE affirmait que la Russie figurait parmi les vingt pays placés « sous surveillance » pour leur rôle dans l'arrivée de migrants en Biélorussie. Treize d'entre eux seraient directement impliqués dans les vols vers Minsk. « Nous évaluons les informations

et les données en notre possession et le possible implication de la Russie », soulignait Peter Stano, porte-parole du haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, Josep Borrell. L'Algérie, l'Afrique du Sud, l'Azerbaïdjan, la Côte d'Ivoire, l'Inde, l'Iran, le Kazakhstan, la Libye, le Maroc, le Nigeria, l'Ouzbékistan, le Qatar, le Sénégal, la Somalie, le Sri Lanka, la Syrie, la Tunisie, le Venezuela et le Yémen seraient également « sous le radar », étant donné la fréquence de certains vols que des compagnies de ces pays auraient organisés.

Une mise en garde vise, en outre, treize pays – essentiellement africains et du Moyen-Orient, mais aussi le Pakistan et la Géorgie – où consulats et ambassades biélorusses délivreraient des visas à des personnes pour les attirer vers Minsk avant de les diriger vers les frontières de l'Union. Ces migrants seraient, au passage, souvent dépouillés de leurs biens avant d'être dirigés vers les pays baltes ou la Pologne.

POUR LA FRANCE, LE RÉGIME DE LOUKACHENKO CHERCHE À « DÉSTABILISER » L'UNION EUROPÉENNE

Mardi, la France a accusé le régime de Loukachenko de chercher à « déstabiliser » l'Union avec de telles manœuvres visant à organiser « un trafic de migrants », selon Anne-Claire Legendre, porte-parole de la diplomatie. Paris se dit prêt à renforcer les mesures de sanctions, tout comme Berlin. « Nous sanctionnerons tous ceux qui participent au trafic ciblé de migrants », a assuré, mardi soir, dans un communiqué, le ministre allemand des affaires étrangères, Heiko Maas, en accusant Minsk d'exploiter « sans scrupule » la

détresse des migrants. « Personne ne devrait être autorisé à participer impunément aux activités inhumaines de Loukachenko, a-t-il prévenu. Nous sommes préparés, en tant qu'UE, à être également les conséquences. » Bruxelles, pendant ce temps, accusait, par la voix d'un porte-parole de la Commission, le régime de Loukachenko d'être « inhumain » et de se comporter « comme un voyou » en jouant avec la vie de migrants.

La situation actuelle devrait relancer le débat sur la protection des frontières extérieures et la demande d'une douzaine de pays visant à assurer le financement, par la Commission européenne, de murs de protection. Varsovie réclame notamment 350 millions d'euros pour renforcer les barbelés à sa frontière avec la Biélorussie. La Lituanie a également commencé l'installation d'une clôture. Par la voix de son ministre de l'intérieur, Horst Seehofer, l'Allemagne a jugé « légitimes » de telles mesures. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

« Aucun pays ne peut affronter seul les mouvements migratoires »

Le ministre espagnol des affaires étrangères, José Manuel Albares, plaide pour un pacte d'asile et d'immigration à l'échelle européenne

ENTRETIEN
MADRID - correspondante

En poste depuis juillet dans le gouvernement du socialiste Pedro Sanchez, l'ancien diplomate José Manuel Albares a dû gérer la crise entre son pays et le Maroc et l'arrivée massive de migrants, notamment aux Canaries.

La tension monte entre le Maroc et l'Algérie. Comme partenaire privilégié de ces deux pays, comment voyez-vous la situation ?

Quand se produisent des tensions entre deux partenaires stratégiques pour l'Espagne et pour toute la Méditerranée quant à la stabilité, le développement et la prospérité, il est évident que l'Espagne suit cela avec inquiétude. Nous allons essayer de faire en sorte que celles-ci ne conduisent à aucune forme d'escalade.

L'Algérie a fermé le gazoduc Maghreb-Europe. Quelles sont les conséquences pour l'Espagne, qui dépend à 50 % du gaz algérien ?

Je me suis déplacé, fin septembre, en Algérie. Le premier ministre et mon homologue algérien nous ont garanti l'approvisionnement en gaz. Nous n'avons donc aucune inquiétude. Quant

à la question du coût, il est fixé par les contrats signés avec les entreprises du secteur et nous avons reçu la garantie qu'ils seront honorés. En général, nous sommes très satisfaits de la réponse de l'Algérie.

Après avoir accueilli, en avril, le chef du Front Polisario pour être soigné du Covid-19, l'Espagne a subi les représailles du Maroc sous la forme d'une entrée massive de Marocains à Ceuta. Où en sont les relations avec le Maroc ?

Tous les signaux que nous recevons de Rabat sont positifs. J'en tiens pour preuve le discours qu'a tenu le roi Mohammed VI le 20 août, lors duquel il a défini la relation qu'il souhaite et qui est exactement celle que veut l'Espagne : une relation basée sur la confiance, la transparence, le respect mutuel et sans action unilatérale.

Le renforcement des contrôles sur le détroit de Gibraltar a décrié les entrées vers les Canaries, passées de 400 en 2017 à 23 000 en 2020. La collaboration sur la question migratoire ne fait-elle pas défaut ?

Le Maroc a continué à se montrer un partenaire fondamental dans le contrôle des flux migra-

« NOUS SOMMES FACE À UN PROBLÈME STRUCTUREL ET, TANT QUE LES INÉGALITÉS ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE SONT CE QU'ELLES SONT, IL LE RESTERA »

toires depuis cet été, notamment à Ceuta et Melilla. Mais les mouvements migratoires se déplacent toujours à la recherche des nouveaux chemins pour traverser la Méditerranée. Ce n'est pas nouveau. Parfois, c'est le nord du Maroc, d'autre fois la Libye, maintenant les Canaries... Nous sommes face à un problème structurel. Et tant que les inégalités entre l'Afrique et l'Europe sont ce qu'elles sont, il le restera. Or, si les problèmes conjoncturels ont des solutions, les problèmes structurels, eux, doivent être gérés.

Et comment doit être géré l'immigration illégale ?
L'approche espagnole, qui a démontré son efficacité, passe par l'établissement d'associations stratégiques avec les pays d'origine et de transit, grâce à un dialogue permanent.

Les accords avec les pays d'origine fonctionnent mal pour les rapatriements...

Nous avons un dialogue satisfaisant avec beaucoup de pays du Maghreb et du Sahara occidental. Il faut adapter et rénover les alliances, car les gouvernements changent, les routes migratoires aussi. Pas seulement en Méditerranée, d'ailleurs. Nous voyons ce qui se passe en Biélorussie. C'est un problème à l'échelle de toute l'Union européenne.

Est-ce un aveu d'impuissance ?

Non. Mais il n'y a aucun pays de l'Union européenne, aucun, qui peut affronter seul les mouvements migratoires qui confluent vers l'Europe. C'est pourquoi nous sommes très favorables à un pacte d'asile et d'immigration à l'échelle européenne, tout en disant qu'il est très important que les responsabilités et la solidarité soient réparties de manière équilibrée.

La gestion des flux d'immigration illégale ne peut pas retomber exclusivement sur les États de première arrivée. Et c'est un pays qui a toujours assumé sa part de responsabilité qui le dit...

Que pensez-vous du maintien de onze passages frontaliers dans les Pyrénées ?

La fermeture unilatérale des postes-frontières doit être temporaire. L'engagement de l'Espagne contre l'immigration irrégulière ne fait absolument aucun doute.

Ce sont des flux qui ne viennent pas sur les côtes espagnoles en tant que telles mais en Europe. La France et l'Espagne sont deux pays amis qui travaillent en faveur de la construction européenne ; par conséquent, nous devons lutter conjointement contre l'immigration illégale et maintenir la liberté de circulation dans l'espace Schengen.

En avez-vous parlé avec vos homologues français ?

A plusieurs reprises. Ce que nous aimerions, c'est voir ces passages ouverts au plus vite.

En 2020, les transferts vers la péninsule de migrants arrivés aux Canaries ont été paralysés. Y a-t-il eu une tentative de transformer l'archipel en un centre de rétention à ciel ouvert ?

Les Canaries sont une partie du territoire espagnol et les arrivées irrégulières nous inquiètent autant que sur la péninsule. C'est une zone ultrapériphérique de l'Union européenne et, par conséquent, l'Union européenne doit faire un effort spécial envers elle. Les Canariens se comportent avec

solidarité et esprit européen ; le gouvernement espagnol ne va pas les abandonner et je suis convaincu que les institutions européennes non plus.

Vous serez à Paris vendredi pour le 75^e anniversaire de l'Unesco, et Pedro Sanchez y rencontrera la maire Anne Hidalgo (candidate du Parti socialiste à l'élection présidentielle). L'Espagne et le Portugal ont été, ces dernières années, de rares îlots de résistance de la social-démocratie en Europe ; l'Allemagne va retrouver un chancelier social-démocrate. Le vent tourne-t-il ?

Je ne peux que me féliciter pour les sociaux-démocrates allemands. Nous n'avons jamais pensé, contrairement à d'autres, que la social-démocratie était morte. Au contraire, la crise liée au Covid-19 a démontré que ses idées, la demande d'une Europe sociale, la protection de l'État envers tous les citoyens, en particulier les plus défavorisés, l'urgence climatique ou la nécessité de travailler à une reprise juste sont indispensables pour la prospérité de l'Europe. En Europe, le temps de la social-démocratie est revenu. ■

PROFESSEUR SCHEUJELIS PAR SANDRINE MOREL